

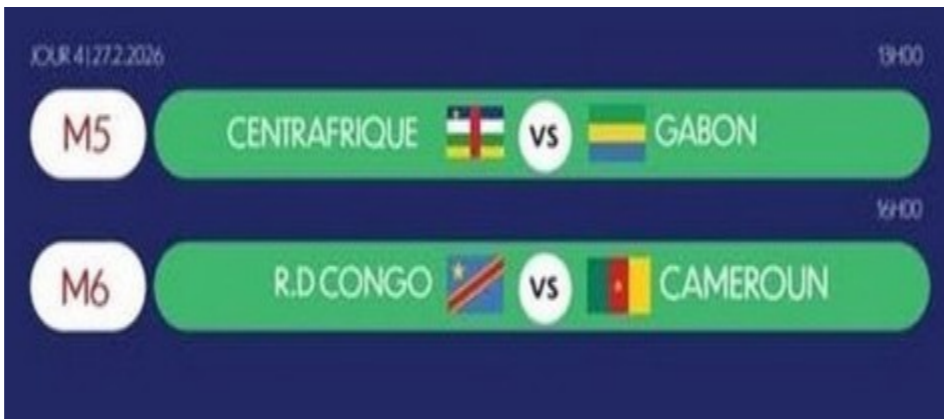
## Tournoi UNIFFAC : la RDC arrache sa qualification à la CAN U17 après un

succès renversant face à la Centrafrique L'équipe nationale de football de la République démocratique du Congo des moins de 17 ans s'est qualifiée, mardi 24 février 2026, pour la prochaine Coupe d'Afrique des nations U17 après sa victoire (2-1) face à l'équipe de la République centrafricaine, lors de la deuxième journée du tournoi zonal de l'Union des fédérations de football d'Afrique centrale (UNIFFAC), disputé au stade Tata Raphaël à Kinshasa.

**S**ous une pluie battante à Kinshasa, les jeunes Congolais ont dû puiser dans leurs ressources pour renverser une équipe centrafricaine entreprenante. Les Fauves du Bas-Oubangui ont ouvert le score à la 20<sup>e</sup> minute sur penalty par Brayan Emery Victorien Kaine, prenant à contre-pied la défense congolaise.

La réaction des Léopards ne s'est pas fait attendre. À la 26<sup>e</sup> minute, Exaucé Titi Wazaka a remis les deux équipes à égalité, également sur penalty, relançant un rencontre jusque-là dominée par l'engagement physique et l'intensité.

Au retour des vestiaires, la RDC a accentué la pression. Delpierot Lithophe Ntali a donné l'avantage aux siens à la 51<sup>e</sup> minute, concrétisant une séquence collective bien construite. Malgré plusieurs tentatives centrafricaines en fin de match, les Congolais ont conservé leur avance jusqu'au



coup de sifflet final.

Grâce à ce succès, les Léopards U17 valident leur billet pour la prochaine CAN de la catégorie avant même la dernière journée. Le prochain rendez-vous est fixé au 27 février face aux Lionceaux indomptables du Cameroun, également qualifiés, pour la première place du groupe.

Pays hôte du tournoi zonal, la République démocratique du Congo confirme ainsi la montée en puissance de sa jeune génération, qui tentera désormais de décrocher le titre régional avant de se projeter vers l'échéance continentale.

Mechack Wabeno

## Football : le sélectionneur des SAO et son staff sans salaires depuis août 2025 ?

*Selon des informations recueillies par Tchadinfos auprès de sources concordantes, le sélectionneur national des SAO, le suisse Raoul Savoy et l'ensemble de son staff technique n'auraient pas perçu de salaires depuis la signature de leur contrat en août 2025.*

**L**e staff concerné comprend 13 personnes : adjoints, médecins, préparateurs physiques, intendants, responsables logistiques, etc. Cette situation intervient à quelques semaines seulement du tour préliminaire de la CAN 2027, avec un match aller prévu le 27 mars à N'Djamena face au Burundi, et un retour le 31 mars à Bujumbura. Alors que les contre-performances répétées des SAO suscitent critiques et frustrations, peu d'attention est portée aux conditions matérielles dans lesquelles évolue l'équipe nationale. Retards de paiement, primes jugées faibles, difficultés logistiques et moyens limités constitueraient, selon nos sources, un environnement peu favorable à une préparation optimale.

Le ministère en charge des Sports et la Fédération tchadienne de football sont interpellés. Comment espérer des résultats probants sans garantir des conditions de travail stables et respectueuses des engage-



ments contractuels ? Dans ce contexte tendu, certains observateurs n'excluent pas un départ anticipé du sélectionneur si la situation venait à perdu-

rer. Publié le 25/02/2026 dans Tchadinfos [Sport / Tchad](#)



LES AUTRES NOUVELLES DE CENTRAFRIQUE

N° RCCM: CA/BG/2021A605 Tel: (+236) 75030894/ 72550168 Mail: journalanoca@gmail.com  
 Directeur de Publication: Arsène-Jonathan MOSSEAVO/ Compte bancaire: BPMC 37102775401-08  
 Suivez LANOCA sur: <http://lanoca.over-blog.com>

« Voir des enfants souffrant de malnutrition retrouver leurs forces me remplit de joie »



## La paix dans le Haut-Mbomou demeure à portée de main : les leaders religieux appellent à l'espoir après une mission sur le terrain



**Conseil de sécurité: la République centrafricaine a franchi un jalon crucial, se félicite la Représentante spéciale**

**La commune de Bégoua dispose désormais de son premier commissariat de police**



**Mobilisation de financements pour les projets intégrateurs/ la CEMAC renforce son partenariat stratégique avec les institutions nordiques**

SOMMAIRE

1. Mobilisation de financements pour les projets intégrateurs/ la CEMAC renforce son partenariat stratégique avec les institutions nordiques
2. La paix dans le Haut-Mbomou demeure à portée de main : les leaders religieux appellent à l'espoir après une mission sur le terrain
3. ZLECAF : Ouverture d'un Forum à Bangui pour dynamiser le secteur privé et favoriser le commerce auprès des jeunes
4. La BSIC, une institution qui se pose comme un facteur essentiel du développement socio-économique du Centrafrique grâce à un leadership innovant
5. La commune de Bégoua dispose désormais de son premier commissariat de police
6. Conseil de sécurité: la République centrafricaine a franchi un jalon crucial, se félicite la Représentante spéciale
7. « Voir des enfants souffrant de malnutrition retrouver leurs forces me remplit de joie »
8. Tournoi UNIFFAC : la RDC arache sa qualification à la CAN U17 après un
9. Football : le sélectionneur des SAO et son staff sans salaires depuis août 2025 ? A



LANOCA

**Directeur de Publication et de rédaction**  
 Arsène- Jonathan MOSSEAVO  
**Secrétaire de rédaction**  
 Steven LANZARAS  
**Rédacteur**  
 Diane Marème  
 Katrine Vardysky  
 Clem Patrick Gambe  
 Husseini Mahamat Terence Gavenne

Hénoch Hector DOTIGUI  
**Point de Vente**  
 Kiosque GEPPIC/ Centre-ville  
**Distribution**  
 Louis Maurice SERVICE  
**Infographie et PAO**  
 Rachid Medhi Ahmed  
**Imprimerie**  
 Dauphin Royal

**JOURNAL LANOCA**  
 Les Actualité Nordiques Centrafricaine

Mobilisation de financements pour les projets intégrateurs/ la CEMAC renforce son partenariat stratégique avec les institutions nordiques

En droite ligne de la vision des Chefs d'État prônant un espace communautaire économiquement intégré et au service du bien-être des populations, une délégation de haut niveau menée par S.E. Baltasar ENGONGA EDJO'O, Président de la Commission de la CEMAC, composée de Monsieur Dieudonné EVOU MEKOU, Président de la BDEAC et des équipes techniques, a effectué une mission stratégique du 15 au 20 février 2026.



Cette mission visait prioritairement la mobilisation de financements et le développement de partenariats sous forme de lignes de crédit ou de cofinancements au profit de la BDEAC et des banques commerciales locales. À Copenhague et Oslo, la délégation a multiplié les séances de travail avec des acteurs majeurs tels que Norfund, Norad, AP Moller Capital, State of Green et le Fonds d'Exportation et d'Investissement du Danemark (EIFO), scellant une convergence de vues sur l'urgence d'investir dans les énergies renouvelables et les infrastructures durables. L'accent a été mis sur le pipeline des projets intégrateurs, piliers de l'émergence régionale, pour lesquels des engagements concrets ont été obtenus. Norad a ainsi manifesté son intention de participer au financement de chantiers structurants, notamment le projet d'aménagement hydroélectrique de Dimoli (200 MW) reliant la RCA, le Cameroun et le Congo, ainsi que l'interconnexion électrique Cameroun-Gabon-Guinée Équatoriale. Parallèlement, Frontier Energy a exprimé un intérêt marqué pour le port sec d'Ebebiyin dans la zone des trois frontières, tandis que State of Green s'est positionné en faveur du Fonds Bleu du Bassin du Congo. Ces

projets, par leur dimension transfrontalière, sont destinés à transformer radicalement la connectivité et l'offre énergétique de la sous-région. L'impact de cette mission dépasse la simple levée de fonds : elle amorce une dynamique de croissance inclusive par le soutien au secteur privé. Outre le financement des grandes infrastructures, l'accord de principe de Norfund pour l'ouverture de lignes de crédit destinées aux PME locales garantira une irrigation financière directe de nos économies. Afin de transformer ces promesses en réalités tangibles pour les populations, un groupe de travail mixte (Commission, BDEAC, PREF-CEMAC) a été immédiatement activé pour finaliser les documents techniques permettant d'aboutir, dans les meilleurs délais, à la signature des accords de financement, de cofinancement des projets de la CEMAC, d'octroi de lignes de crédit en faveur des banques commerciales locales, avec les partenaires danois et norvégiens. Cette mobilisation sans précédent auprès des partenaires nordiques est un signal fort en faveur du financement de l'intégration régionale et l'amélioration durable des conditions de vie des citoyens de la zone CEMAC. Source : Commission CEMAC

« Voir des enfants souffrant de malnutrition retrouver leurs forces me remplit de joie »

Soutenu par l'UNICEF et financé par les États-Unis, l'hôpital de Batangafo fait tout son possible pour lutter contre la malnutrition.



Cinq femmes, chacune portant un enfant dans ses bras, viennent d'arriver à l'hôpital de Batangafo, dans le nord-ouest de la République centrafricaine. Ce jour-là, l'hôpital organisait la prise en charge d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère. L'une d'entre elles, Amina Ibrahim, mère de trois enfants, est inquiète alors qu'elle est assise dans la salle de consultation. L'infirmière vient de lui annoncer que son fils Musa, âgé d'un an, a perdu 200 grammes depuis son dernier contrôle il y a une semaine. « Je vis à 14 kilomètres de l'hôpital, et quand je fais l'aller-retour à pied avec mon fils sur le dos, je finis par être très fatiguée. Il y a des années, mon mari avait un bon troupeau de vaches qui nous aidait à joindre les deux bouts, mais nous avons tout perdu pendant la guerre. Aujourd'hui, nous vivons en paix, mais sans bétail et avec peu d'espace pour cultiver, je ne peux pas nourrir correctement mes enfants. » (Amina Ibrahim, mère d'un enfant souffrant de malnutrition.)

ner aujourd'hui le double de la quantité habituelle de Plumpy Nut. » (Judith Lamery, infirmière à l'hôpital de Batangafo) Le fils d'Amina et les quatre autres enfants qui attendent dehors font partie des 55 000 enfants souffrant de malnutrition sévère recensés en moyenne chaque année en RCA. Chaque fois qu'elle reçoit des enfants souffrant de malnutrition, Judith remet à leurs mères plusieurs sachets d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (RUFT, selon son acronyme anglais), une pâte -également connue sous le nom de « plumpy nut"- riche en énergie et en micronutriments à base d'arachides, de sucre, de lait en poudre, d'huile, de vitamines et de minéraux qui aide à traiter des millions d'enfants dans le monde menacés par la malnutrition sévère. À Batangafo, comme dans de nombreuses autres régions de la RCA, l'UNICEF, en partenariat avec le ministère de la Santé et de la Population, fournit ce traitement aux centres de santé, ce qui permet aux enfants souffrant de malnutrition de se rétablir chez eux et dans leur communauté. Au cours des dernières années, le financement du département d'État américain a permis d'assurer un approvisionnement constant en RUTF. À l'extérieur de la salle de consultation, les mères attendent leur tour sous un abri tandis que Judith accueille les parents un par un pendant la consultation bihebdomadaire. Avant de commencer le suivi de chaque cas, elle s'entretient avec sa collègue Guilierrmina Gounfei, coordinatrice du programme de vaccination, afin de s'assurer que les enfants sous traitement ne

manquent pas les vaccins obligatoires. Contrairement au cas de Moussa, le cas suivant, celui du bébé Daniella, représente une petite victoire tant pour sa mère, Marlene, que pour l'infirmière Judith. « Elle a huit mois. Je viens de la peser : elle pèse 6 kilos et 800 grammes, et son périmètre brachial est également satisfaisant. Elle suit le traitement depuis quatre semaines et a bien progressé. Aujourd'hui, je vais la laisser sortir. Je donne des conseils à la mère afin qu'ils puissent continuer à bien la nourrir à la maison. » (Judith Lamery) Judith explique qu'elle suit actuellement 22 cas. « Le traitement complet dure généralement entre six et huit semaines. Derrière la malnutrition se cachent souvent des situations telles qu'une alimentation déséquilibrée, un manque d'eau potable, des maladies récurrentes... Bon nombre de ces cas concernent des familles déplacées qui survivent avec très peu de ressources. » Judith travaille à Batangafo depuis deux ans. C'est sa première affectation après avoir terminé ses études à Bambari. « Je suis originaire de Bangui, et vivre loin de ma famille peut parfois être difficile. Cependant, j'adore mon travail. Voir les enfants se rétablir, grandir et retrouver une vie normale me remplit de joie. Et quand je suis témoin des énormes sacrifices consentis par leurs mères, je me rends compte que ce sont elles qui mènent une vie vraiment difficile. Les aider est ma vocation », conclut-elle. Jose Carlos Rodriguez Soto/ UNICEF RCA

## Conseil de sécurité: la République centrafricaine a franchi un jalon crucial, se félicite la Représentante spéciale

La Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République centrafricaine a souligné, ce matin, devant le Conseil de sécurité, l'importance historique des élections présidentielle, législatives, régionales et municipales tenues le 28 décembre 2025 sans incidents majeurs. « Un jalon crucial dans la consolidation du processus de paix et des institutions étatiques a été franchi », s'est notamment félicitée Mme Valentine Rugwabiza.

L'action de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), fragilisée par la crise de liquidités que connaît l'ONU, a également été discutée.

### Jalon électoral

Mme Rugwabiza a expliqué que les élections du 28 décembre 2025 ont été la plus vaste opération électorale jamais menée dans le pays. Il s'agissait notamment des premières élections régionales et des premières élections municipales depuis 1988.

Malgré quelques problèmes logistiques isolés et quelques troubles de la sécurité survenus dans la préfecture du Haut-Mbomou, le scrutin s'est déroulé dans le calme, a indiqué Mme Rugwabiza, qui est également Cheffe de la MINUSCA. Les femmes ont représenté 45% des candidates aux élections municipales. Et le processus a été inclusif, grâce notamment à l'appui de la MINUSCA, s'est-elle félicitée, à l'unisson des autres intervenants.

La tenue pacifique de ces élections, marquées par la réélection du Président Faustin Archange Touadera, constitue une étape majeure pour la continuité institutionnelle, s'est félicitée à son tour le Président de la Configuration pays République centrafricaine de la Commission de consolidation de la paix, M. Omar Hilale, qui a précisé que le second tour des législatives, prévu le 26 avril 2026, devra parachever le cycle électoral.

Le Pakistan et le Danemark ont également vu dans ces élections un « jalon historique », tandis que la Lettonie a parlé de « moment charnière » dans l'histoire du pays, en se félicitant, à l'instar de la Colombie, de la participation élevée des femmes.

Saluant à son tour une avancée significative en matière d'« inclusivité démocratique », le représentant centrafricain a assuré que son pays est engagé dans « une dynamique irréversible de stabilisation, de décentralisation, de reconstruction de l'État et de transformation structurelle ». La réélection du Président Touadera ouvre un nouveau cycle politique inscrit dans la stabilité et la poursuite des réformes engagées, a-t-il ajouté.

« Il s'agit d'une nouvelle preuve de la normalisation progressive de la situation, grâce à l'aide de la Russie, de l'ONU et d'autres partenaires internationaux », a déclaré la Fédération de Russie. Avec un maintien du soutien extérieur, a-t-elle poursuivi, cette normalisation sera « irréversible ».

### Application de l'Accord politique

La Représentante spéciale a également fait part d'une « évolution positive » s'agissant de l'application de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine de 2019. Deux groupes armés ont été dissous, et des progrès ont été accomplis dans le cadre du processus de paix, notamment grâce au processus de désarmement,

de démobilisation et de réintégration (DDR), a-t-elle dit, en soulignant la nécessité d'une réintégration sociale des anciens combattants. M. Hilale a précisé que 6 000 ex-combattants ont été désarmés.

Même son de cloche du côté de la France, qui a estimé que ce processus continue de progresser. « L'accord signé à N'Djamena le 19 novembre 2025 avec le Mouvement patriotique pour la Centrafrique en témoigne, portant à trois le nombre de groupes armés ayant réintégré l'Accord politique en 2025. » La mise en œuvre opérationnelle de ces accords et la réintégration des anciens combattants restent une priorité, a estimé la France, tandis que le Royaume-Uni a demandé que les auteurs de violations soient tenus responsables.

Cependant, des problèmes sécuritaires persistent, notamment dans le sud-est et la préfecture du Haut-Mbomou, s'est inquiétée la Représentante spéciale. En raison des attaques des éléments de l'Azandé Ani Kpi Gbé (AAKG), certains bureaux de vote n'ont pas pu ouvrir leurs portes pour les élections. Dans le nord-est du pays, des milliers de réfugiés fuyant le conflit au Soudan ont augmenté les pressions sur les services publics et accru les tensions.

Les progrès enregistrés sont réels, mais demeurent fragiles et appellent un effort soutenu afin d'éviter toute réversibilité, a renchéri le délégué centrafricain, pour qui la poursuite et la consolidation du programme de DDR est essentielle pour prévenir une résurgence des violences.

### MINUSCA – les risques d'une transition précipitée

Tout en notant le rôle clef joué par la MINUSCA dans les succès enregistrés, les États-Unis ont appelé à réexaminer son mandat, souhaitant notamment qu'elle transfère ses responsabilités au Gouvernement centrafricain quand cela sera possible.

« La réussite de la Mission se mesurera aux conditions qui seront créées et permettront de la fermer », a souligné le représentant américain, notant que le Gouvernement centrafricain doit devenir autonome sur le plan sécuritaire.

Rappelant que la MINUSCA est déployée depuis 12 ans, la Chine a elle aussi invité le Conseil à optimiser le mandat et la taille de la Mission pour accompagner la transition du pays, insistant en outre sur la nécessité de renforcer les systèmes nationaux de gouvernance afin de consolider les institutions, d'étendre l'autorité de l'État et de combler les vides politiques.

« Alors que nous nous projetons vers une planification adéquate des phases de consolidation et de transition ordonnée par la revue du mandat de la MINUSCA, il importe d'aborder cet exercice non comme une simple formalité institutionnelle, mais comme un moment stratégique pour consolider les acquis et définir avec lucidité les prochaines



étapes », a estimé pour sa part le délégué centrafricain.

Toutefois, a-t-il mis en garde, l'expérience récente démontre que toute transition précipitée comporte des risques réels pour la stabilité acquise: la suspension temporaire des opérations de DDR durant la période électorale s'est accompagnée d'une augmentation d'environ 18% des incidents sécuritaires dans l'ouest et le centre du pays, illustrant les vulnérabilités persistantes du contexte sécuritaire.

Dans l'immédiat, l'impact de la crise de liquidités sur le fonctionnement de la MINUSCA a préoccupé plusieurs délégations, Mme Rugwabiza ayant indiqué que la Mission s'est vue contrainte d'adopter un plan d'urgence et de mettre en œuvre un contrôle strict des dépenses. « La portée de l'action de la Mission s'en est trouvée réduite », a-t-elle déploré.

Au nom des A3 (Libéria, République démocratique du Congo-RDC, Somalie), la représentante de la RDC, appuyée par le Panama, a prévenu que cette crise des liquidités pourrait compromettre la capacité de la MINUSCA à protéger les civils. « Un financement durable, prévisible et adéquat des opérations de maintien de la paix est indispensable », a-t-elle estimé, soulignant par ailleurs qu'une paix durable exige des institutions nationales fortes, une gouvernance inclusive et un investissement continu dans la réconciliation et la cohésion sociale.

De son côté, le Pakistan, qui compte près de 2 000 hommes déployés sur le terrain, a déploré que les pays contributeurs de troupes doivent assumer les responsabilités financières du maintien de la paix alors qu'ils n'ont pas leur mot à dire sur l'élaboration des mandats.

« Nous n'avons pas été remboursés depuis 2025 », a-t-il regretté. « La MINUSCA est une réussite de l'ONU mais son action est sapée par le manque de ressources ».

Pour en savoir plus sur la situation en République centrafricaine : [rapport du Secrétaire général](#)

Source : [press.un.org](#) / image d'archives

## La paix dans le Haut-Mbomou demeure à portée de main : les leaders religieux appellent à l'espoir après une mission sur le terrain

Après une mission de paix effectuée du 12 au 20 février 2026 dans la préfecture du Haut-Mbomou, l'apôtre Nicolas Guérékoyamé, cofondateur de la Plateforme des Confessions Religieuses de Centrafrique (PCRC), a tenu une conférence de presse le mercredi 25 février au Centre Saint Jean XXIII à Bangui. Cette initiative visait à partager les constats recueillis sur le terrain et à solliciter une mobilisation nationale et internationale en faveur de la préservation de la paix dans cette région vulnérable.



Accompagné par d'autres leaders religieux et plusieurs représentantes féminines de la PCRC, Nicolas Guérékoyamé a évoqué les différents points de la tournée qui les a menés à Zémio, Obo, Bambouti ainsi qu'après des réfugiés centrafricains au Sud-Soudan.

### Une situation humanitaire critique

Cette mission s'inscrit dans la démarche continue engagée par la plate-forme depuis sa création en 2013, en pleine crise centrafricaine. L'objectif est clair : **promouvoir le vivre-ensemble et prévenir les violences intercommunautaires**.

Sur le terrain, la délégation a relevé une situation alarmante marquée par : - De vastes mouvements de populations vers les pays voisins ; - Des pertes humaines tragiques et des enlèvements ; - Des actes de violence sexuelle, de pillage, et des traumatismes psychologiques ; - La paralysie des services publics essentiels tels que l'administration et l'éducation dans plusieurs localités.

À Zémio, une large part des habitants et autorités locales a dû se réfugier dans un pays voisin, le Congo. Les infrastructures sanitaires et éducatives y ont été endommagées ou prises pour cible. À Obo, la peur dicte encore le quotidien : de nombreuses femmes et enfants dorment dans les forêts

environnantes pour se protéger des attaques nocturnes. Enfin, **Bambouti**, vidée de ses habitants après une attaque récente, semble presque désertée avec des populations fuyant massivement vers le Soudan.

### Entre détresse et volonté de résilience

Malgré ces difficultés, les communautés rencontrées n'ont pas renoncé à l'idée d'unité sociale. Une initiative symbolique a marqué ce périple : un rassemblement interreligieux à Obo, coïncidant avec le début simultané du carême chrétien et du ramadan musulman. Ce moment fort a réuni autorités locales, jeunes, femmes, partenaires internationaux et forces onusiennes dans un esprit d'union autour de valeurs communes.

Le message central de cette mission repose sur cinq fondements : - Promouvoir réconciliation et paix ; - Rejeter toute incitation à la violence ; - S'opposer à la manipulation identitaire ou communautaire ; - Renforcer la solidarité entre les populations ; - Faire du dialogue un levier pour régler les conflits.

### Un plaidoyer pour une action collective

Face aux défis sécuritaires et humanitaires qui persistent dans le Haut-Mbomou, la PCRC a formulé plusieurs recommandations : - Que l'État renforce sa présence et garantisse la sécurité des populations civiles ; - Que les acteurs internationaux inten-

sifient l'aide humanitaire ; - Que la MINUSCA poursuive et accentue ses efforts pour stabiliser la région ; - Que les groupes armés renoncent aux armes au profit du dialogue ; - Que forces de sécurité et citoyens œuvrent pour rétablir un climat de confiance mutuelle ; - Que chaque communauté locale combatte la manipulation pour privilégier la paix durable.

Par ailleurs, les leaders religieux appellent à une justice effective pour les victimes d'abus tout en encourageant les ONG de défense des droits humains à documenter ces exactions et à accompagner les démarches légales afin d'éliminer l'impunité.

### Construire la paix ensemble

Pour le chef de la mission, l'apôtre Nicolas Guérékoyamé, la paix ne se limite pas à l'absence de guerre : c'est aussi la mise en œuvre concrète de respect, justice et dignité humaine. Malgré le contexte tendu, il reste porteur d'un message courageux : « **La paix dans le Haut-Mbomou est encore possible. Elle naît dans le cœur des individus, se développe au sein des communautés et se solidifie par des actions concrètes.** »

Un appel déterminé à agir collectivement pour transformer une région touchée par les crises répétées en un symbole durable de résilience et d'espoir en République centrafricaine.

### Vers une paix durable

Pour finir, la Plateforme des Confessions Religieuses de Centrafrique réitère son engagement à soutenir toute action favorisant la reconstruction de la cohésion sociale et l'instauration d'une stabilité pérenne dans le pays. Face aux défis persistants d'insécurité et de déplacements forcés auxquels les populations du Haut-Mbomou sont confrontées, les responsables religieux insistent sur le fait que la paix repose sur une responsabilité collective, impliquant les autorités, les communautés, les partenaires internationaux et chaque citoyen.

**Terence Gavenne**

## ZLECAF : Ouverture d'un Forum à Bangui pour dynamiser le secteur privé et favoriser le commerce auprès des jeunes

Le Forum de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF), organisé pour stimuler le secteur privé et offrir une dynamique commerciale à la jeunesse centrafricaine, a été officiellement lancé à Bangui.

Ce forum qui se tient du 25 et 26 février 2026 à Bangui, marque un événement clé destiné à promouvoir les avantages économiques qu'offre la ZLECAF aux entreprises locales et à ouvrir de nouvelles perspectives commerciales au pays.

La tenue de ce forum s'inscrit dans une volonté de relancer le tissu économique de la République centrafricaine (RCA) en tirant parti des vastes opportunités offertes par le libre-échange continental. L'initiative vise notamment à positionner la RCA comme un acteur central du marché africain, riche en consommateurs locaux et continentaux, tout en permettant un meilleur accès aux marchés mondiaux.

Cet espace d'échange a mis en lumière plusieurs axes stratégiques pour la ZLECAF : favoriser l'industrialisation, encourager la transformation locale, promouvoir l'exportation des produits nationaux et renforcer la compétitivité des entreprises centrafricaines, avec un accent particulier sur les jeunes entrepreneurs et les entreprises dirigées par des femmes. Il ne s'agit plus simplement pour la RCA d'adhérer à un accord, mais d'accompagner efficacement les acteurs économiques dans leur conquête de nouveaux marchés.

Le Secrétaire général du ZLECAF, Wamkele Mene, a encouragé les jeunes entrepreneurs, notamment des femmes, à engager des discussions concrètes sur les opportunités et les défis liés à la ZLECAF.

Selon lui, l'un des principaux objectifs reste l'intégration économique du continent au sein d'un marché unique afin de stimuler le commerce intra-africain.

Cette ambition permettrait à la RCA de développer des échanges com-



merciaux non seulement au sein de l'espace CEMAC mais également avec des pays comme le Kenya, le Nigeria ou encore le Malawi.

Wamkele Mene a également rappelé que les petites et moyennes entreprises (PME), les commerçants opérant dans le secteur informel, ainsi que les petits agriculteurs représentent plus de 60 % du PIB africain.

"Ces acteurs essentiels constituent les véritables moteurs de l'économie africaine.

Leur implication active est donc cruciale pour atteindre les objectifs fondamentaux de la ZLECAF en matière de développement inclusif et durable", a souligné Wamkele Mene.

Dans son discours, Patrick Akoloza, ministre du Commerce et de l'Industrie, a souligné que la ZLECAF présente une opportunité unique pour l'Afrique. Il a mis en avant ses bénéfices : élargissement des débouchés pour les entreprises locales, rapprochement avec un marché régional vaste, appui substantiel des

partenaires internationaux comme le Canada et l'Algérie, ainsi que des gains notables en matière d'emploi, notamment pour la jeunesse.

Le ministre a également insisté sur le potentiel d'autonomisation des femmes et sur la possibilité de réduire les inégalités entre les genres grâce à cet accord.

Par ailleurs, il a évoqué les retombées positives attendues : transfert de technologies, amélioration des conditions de vie des populations, et incitation aux efforts publics pour accélérer le développement économique.

Ce forum marque ainsi une étape importante vers une participation accrue de la RCA au commerce intra régional et mondial grâce aux outils offerts par la ZLECAF.

La République centrafricaine ambitionne désormais d'amplifier sa présence sur le marché continental tout en misant sur ses entrepreneurs et son capital humain jeune pour construire une économie compétitive et diversifiée.

**Aubin Ndata**

## La BSIC, une institution qui se pose comme un facteur essentiel du développement socio-économique du Centrafrique grâce un leadership innovant

Bangui, 23 février 2026 – (Éclipse d'Afrique) : Grâce à un leadership innovant incarné par la nouvelle équipe à la tête de la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC Centrafrique), cette institution bancaire se positionne actuellement comme un facteur essentiel du développement socio-économique de la RCA.



18 ans après son installation en Centrafrique, la BSIC qui est l'une des institutions bancaires de 1<sup>ère</sup> catégorie dans le pays, a volé la vedette aux autres banques de la place. Grâce à un service apprécié par ses clients et des projets innovants pour la construction d'un avenir meilleur, elle se positionne comme un élément clé au service du développement de la RCA.

Ce positionnement est le résultat des différentes réformes apportées par la nouvelle équipe dirigeante de cette institution. De plus en plus de Centrafricains sont séduits par le modèle dynamique des services offerts par elle. La BSIC ambitionne aussi d'être au cœur du financement des projets d'intérêt général dans les domaines de l'éducation, de la santé, de

l'agriculture et autres. Elle reste engagée à stimuler la croissance durable de la RCA afin de réduire la pauvreté. Elle est active dans la mobilisation des fonds pour la réussite du Plan National de Développement (PND) initié par le gouvernement.

« La BSIC s'est positionnée au fil des années comme l'instrument véritable au service du développement grâce un service irréprochable et des facilités d'obtention de crédits qui appuient de nombreuses dans la réalisation de leurs projets. Sa direction actuelle avec une vision d'avenir bien pensée, est en train de faire travail remarquable qui, avec le temps, portera des fruits dans le cadre du développement socio-économique du pays » a fait savoir un client de cette institution.

Pour rappel, le groupe BSIC opère dans plusieurs pays africains comme banque commerciale et d'investissement. Elle est considérée comme une institution de 1<sup>er</sup> rang dans les pays où il est installé et dans lesquels, il contribue à l'essor de l'économie locale. Sa présence en Centrafrique depuis 2008 et surtout avec le dynamisme de ses nouveaux dirigeants, elle reste au service des populations pour le développement.

**Par Prince Bouanga**

## La commune de Bégoua dispose désormais de son premier commissariat de police

Le nouveau commissariat de sécurité publique de Bégoua est implanté au PK13, dans le quartier Yémbi 3, le long de la route de Boali. L'inauguration officielle a eu lieu le mercredi 25 février 2026.

C'est une étape significative pour cette commune fondée en 1959. À l'issue de la cérémonie, le nouveau poste de police a été doté d'un pick-up Hardbody portant l'inscription « Police » ainsi que d'une moto, destinés à améliorer la mobilité et l'efficacité des opérations sur le terrain.

Lors de cette cérémonie, l'Inspecteur général de 1<sup>er</sup> grade Bienvenu Zokoué, Directeur général de la Police nationale, a remercié les partenaires qui ont contribué à ce projet en faveur d'une police de proximité, mieux connectée aux besoins de la population.

Il a aussi invité les agents récemment affectés dans ce nouveau commissariat à utiliser ces



infrastructures et équipements avec responsabilité.

La construction du bâtiment a été financée par la MINUSCA dans le cadre du Programme thématique 2024-2025 pour la composante

Police, avec un budget d'environ 53 millions de francs CFA. Le projet a été exécuté par l'ONG Femmes Initiatives.

**Arsène Jonathan MOSSEAVO**